

Normandie

Formation des travailleurs sociaux : la fusion bloquée



Les deux instituts régionaux de travail social (IRTS) devaient former un grand pôle en conservant deux sites, à Canteleu (76) et Hérouville-Saint-Clair (14). Mais un désaccord est survenu.

La polémique

Avant la réunification, chaque Normandie avait son institut régional du travail social (IRTS) pour la formation des éducateurs spécialisés, moniteurs éducateurs ou assistants sociaux, à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) pour la Basse-Normandie et à Canteleu (Seine-Maritime), pour la Haute. Chacun forme 800 étudiants par an. S'ajoutent trois établissements secondaires de formation au Havre, à Dieppe et Alençon.

« **Rouen (créé en 1976) et Caen n'étaient pas concurrents, plutôt complémentaires dans les formations que nous proposons avec un volet recherche plus marqué à Canteleu** », resitue Manuel Boucher, ancien directeur de Canteleu. Depuis deux ans, « **nous travaillions à une fusion des deux établissements sur laquelle nous étions d'accord** », indique Manuel Boucher. Le directeur d'Hérouville, Jean-Michel Godet, devait devenir le directeur du nouvel IRTS normand, Manuel Boucher devenant professeur à l'université et étant aujourd'hui vice-président de l'association du site de Canteleu.

Mais le processus de fusion pour former un grand pôle de formation régional, qui devait voir le jour en 2018-2019, s'est bloqué. En cause : la gouvernance, quand le futur directeur « **a demandé les pleins pouvoirs. Y compris celui de licencier. Ça ne correspond ni à notre histoire ni à nos valeurs. Et nous craignons que, s'il y a des compressions de personnel, notre IRTS en pâtisse le premier** », expliquent les dirigeants de Canteleu qui souhaitent que cette prérogative reste au conseil d'administration de l'association.

« Qu'un médiateur soit nommé »

Le conseil régional, qui soutient cette fusion, s'impatiente. Depuis 2004, les formations sanitaires et sociales sont passées de l'État aux Régions et la subvention de la Région représente 60 % du budget de Canteleu, « **ce qui lui donne un droit de vie ou de mort sur notre association** ». Pour faire pression, en septembre, la Région n'a pas versé les 160 000 €, correspondant au budget de recherche, avant de les acquitter la semaine dernière après un courrier d'avocat qui menaçait de porter l'affaire devant le tribunal administratif.

L'IRTS de Canteleu a aussi grand besoin de nouveaux locaux. Ceux qu'il occupe sont vétustes. La Région, qui avait voté le crédit pour cette construction à quelques mètres de l'actuel institut, n'est plus pressée. « **Nous avons le sentiment d'un traitement injuste faisant penser que la Région souhaite in fine faire disparaître l'institut de Rouen-Canteleu pour n'en faire qu'une succursale de Caen.** »

Pour sortir de cette situation de blocage, président, administrateurs et directeur de l'IRTS de Canteleu souhaitent un médiateur qui pourrait être un ancien magistrat ou un médiateur de la République.

Xavier ORIOT.



L'équipe dirigeante de l'IRTS de Canteleu souhaite la nomination d'un médiateur pour sortir de l'impasse. - Crédit: Ouest-France